



# Club-école — suite de la page 1.

d'enquêter sur la personne ou sur les personnes de qui il relève ».

Toujours en 2000, le tout nouveau PDG Robert Rabinovitch déclarait à l'édition canadienne de la revue *Time*, au sujet d'une production conjointe de Radio-Canada et CBC portant sur l'histoire du Canada, qu'un tel « projet historique est un exemple des superproductions vouées au nation building que nous voudrions faire ». Cinq ans plus tard, cette logique prévaut. En effet, au début du mois de septembre 2005 sera diffusée une série documentaire portant sur le référendum de 1995 conçue selon un même mode de production conjoint.

Désormais, les Québécois se font présenter leur mémoire collective par des producteurs dont le mandat est de « contribuer au partage d'une conscience et d'une identité nationale », tel qu'on peut le lire dans le code des journalistes, les *Normes et pratiques journalistiques* de Radio-Canada.

En 2002, la Société Radio-Canada suppliait presque ses employés en lock-out de ne pas discuter du conflit de travail avec les politiciens fédéraux, alléguant la

nécessaire distance qu'une société publique d'information comme Radio-Canada doit entretenir avec le pouvoir, ce qu'il est convenu d'appeler le *arm's length* (ou distance raisonnable). Jaloux de préserver cette distance, Robert Rabinovitch en a d'ailleurs rappelé les grandes lignes l'an dernier à la toute nouvelle ministre du Patrimoine, Liza Frulla, elle-même issue de Radio-Canada, qu'il trouvait trop insistante. Or, en matière de *arm's length*, c'est comme si au fil des ans ce bras s'est si bien engagé dans le tordeur fédéraliste, qu'il risque de devenir manchot.

Radio-Canada serait-elle devenue une usine à représentants fédéraux, une machine à fabriquer notre consentement au Canada? Plus préoccupée par le *nation building* que par l'information juste et équitable? Il y a là matière à réflexion car Radio-Canada est l'une des grandes institutions culturelles québécoises et nous sommes convaincus que plusieurs de ses honnêtes artisans s'attristent d'une telle dérive politique, sinon partisane.

D'autant plus que selon les propos tenus par le conseiller légal sénior de la CBC, Daniel Henry, lors de la Commission

d'étude de la Loi sur les dénonciateurs publics, « la chaîne de commandement pour des questions journalistiques clés va jusqu'au haut de la hiérarchie, jusqu'au président et au conseil d'administration. » Or, le pdg et les membres du CA doivent leur existence au bon vouloir du premier ministre de l'heure. C'est celui-ci qui les nomme. On peut donc parler de tout, sauf d'une organisation indépendante.

Il suffirait de quelques gestes significatifs pourtant. Si Radio-Canada veut rétablir la distance nécessaire qui doit prévaloir entre elle et le pouvoir fédéral, elle doit commencer par remplacer immédiatement Jean Pelletier, un des grands responsables de l'information à la télévision de Radio-Canada, par une personne plus neutre. Si le gouvernement veut aider, il doit cesser de considérer la Société d'État comme un club-école, ses journalistes et animateurs comme des « espoirs », et les patrons qui les choisissent comme des « entraîneurs » ou des « fabricants » de personnalités fédérales et agir en conséquence.

Mais il y a beaucoup plus à faire pour rétablir une nécessaire distance avec le

## Elly Alboim, une recrue de l'équipe-école

L'ancien chef de bureau de la CBC à Ottawa dans les années 80 et 90, Elly Alboim, est selon le site même de la CBC, l'un des plus importants conseillers du premier ministre Paul Martin. M. Alboim est aussi un des partenaires de la firme de communication et de lobby Earncliffe Strategy, qui emploie plusieurs organisateurs et amis personnels de Paul Martin et qui, selon le Bloc québécois, a reçu « 6 M\$ en contrats publicitaires fédéraux depuis 1993 ». Ajoutons seulement que peu avant que son ami ne devienne premier ministre, Elly Alboim est intervenu, avec succès, auprès du directeur de l'information de la CBC afin qu'un reportage portant sur les placements *offshore* de la Canada Steamship Lines, compagnie de Paul Martin à l'époque, ne soit jamais diffusée!

pouvoir politique. Du processus de nomination du conseil d'administration de la Société et de ses hauts dirigeants jusqu'aux mécanismes de redditions de comptes, la SRC a un important déficit d'indépendance et de transparence, d'ouverture et de libre expression à corriger... des principes pourtant fondamentaux de notre démocratie.

## LE PIGISTE



## COURRIER DES LECTEURS

### Richard, que vas-tu faire dans cette galère?

Lettre ouverte à Richard Théorêt, ex-conseiller du RCM et candidat de Vision Montréal dans cette galère antidémocratique soumise aux quatre volontés de l'autocrate Pierre Bourque? Toi, l'ex-conseiller municipal du RCM, exécutaire dans la tâche du service aux citoyens; toi, le mobilisateur pédagogue qui, à partir d'événements vécus, ne manquais pas une occasion de faire comprendre aux citoyens le fonctionnement de notre société au profit d'une minorité et la nécessité d'une action politique populaire collective, tu ne seras certes pas crédible comme porte-parole de ce parti dont le séjour au pouvoir a permis de détruire les réalisations démocratiques de l'équipe du RCM.

Richard, mon compagnon de militance, que vas-tu faire à Vision Montréal dans cette galère antidémocratique soumise aux quatre volontés de l'autocrate Pierre Bourque? Toi, l'ex-conseiller municipal du RCM, exécutaire dans la tâche du service aux citoyens; toi, le mobilisateur pédagogue qui, à partir d'événements vécus, ne manquais pas une occasion de faire comprendre aux citoyens le fonctionnement de notre société au profit d'une minorité et la nécessité d'une action politique populaire collective, tu ne seras certes pas crédible comme porte-parole de ce parti dont le séjour au pouvoir a permis de détruire les réalisations démocratiques de l'équipe du RCM.

En quittant les officines de l'administration Tremblay, tu as déploré avec raison le manque de transparence de ce type de gouvernance qui fait perdurer le

culte du secret hérité de l'ère Drapeau, sa caisse électorale occulte qui ressemble comme deux gouttes d'eau à la machine libérale dont la commission Gomery a démonté les engranges pour notre édification. Tu as aussi déploré avec raison le laxisme de son comité exécutif omnipotent qui, derrière des portes closes, octroie à la ronde de lucratifs contrats aux entrepreneurs et consultants de tout acabit alors qu'aucun mécanisme démocratique issu du conseil municipal ne permet d'en contrôler la gestion.

Mais cette description — tu le sais bien parce que tu l'as dénoncée vigoureusement comme conseiller dans l'opposition — s'applique aussi à l'administration Bourque des années 1995-2001. Ne te souviens-tu pas des condamnations de Vision Montréal pour financement illégal? Le comité exécutif siégeait aussi à huis clos alors pour accorder de plantureux contrats aux amis du régime souscripteurs sous la couverture à sa caisse électorale. Et il n'existe aucune garantie que ce serait différent si ce populiste de droite à la gomme reprenait le pouvoir en novembre prochain. Au contraire, l'ex-maire parle d'abolir une réalisation intéressante de l'administration Tremblay en ramenant dans ses

main à l'hôtel de ville des pouvoirs décentralisés vers les arrondissements dont tu veux devenir une figure de proue. Heureusement, il semble que ce ne sera pas le cas et que ton nouveau chef se dirige plutôt vers la porte de sortie.

Richard, nous avons milité ensemble depuis la création du RCM en 1974. Désormais nous serons séparés, car je suis membre de Projet Montréal, le seul parti en lice qui, comme le RCM d'antan, s'engage à refonder la démocratie montréalaise sur le pouvoir citoyen. Je déplore que tu n'aies pas fait le saut avec nous, car je suis convaincu que ce ne sont pas les attraits d'une carrière politique qui t'ont fait opter pour Vision Montréal qui en est à son dernier tour de piste. Pourquoi alors ne pas bâtir pour l'avenir?

Paul Cliche, ex-conseiller du RCM sur le Plateau Mont-Royal

### Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

## Va-t-on laisser mourir Hassan Almrei?

Au moment de mettre sous presse (lundi, 29 août) Hassan Almrei, réfugié d'origine syrienne détenu au Canada sous un certificat de sécurité depuis octobre 2001, entame son 68<sup>e</sup> jour de grève de la faim. Il demande principalement le droit de pouvoir sortir de sa cellule (ou il est tenu en isolement) pour faire un peu d'exercice à l'extérieur durant une heure chaque jour. Une sortie recommandée par le médecin de la prison car Almrei a de gros problèmes au genoux.

Un être humain peut tenir de 8 à 12 semaines en ne consommant que de l'eau et du jus. Hassan Almrei en est à sa 10<sup>e</sup> semaine... Les autorités canadiennes vont-elles laisser mourir de faim un détenu parce qu'il demande simplement à se délier les jambes comme tous les autres détenus? Le seul fait de poser la question relève de la cruauté et de l'indécence et devrait faire rougir de honte les responsables du gouvernement canadien et ontarien impliqués dans cette histoire.

## PLOGUES

### Journée sans voiture

L'Agence métropolitaine de transport (AMT) et ses principaux collaborateurs répètent encore cette année la journée « En ville, sans ma voiture! » qui se tiendra le jeudi 22 septembre prochain. Cette initiative vise à encourager l'usage des modes de transport et de déplacements alternatifs à la voiture particulière, à informer les citoyens sur les risques liés à la pollution et à montrer ce que pourrait être la ville si on favorisait un trafic motorisé réduit au sein de périmètres réservés.

Rappelons que durant cette journée en 2004, on avait enregistré une baisse de 90 % du taux de monoxyde d'azote (NO) et de 100 % du monoxyde de carbone (CO), tandis que la mesure de bruit enregistrée pendant la période la plus calme de la journée (13 h 30) était de 50 décibels, comparativement à 80,5 décibels en temps normal!

L'ensemble des détails techniques (périmètres et heures de fermeture des rues) et la programmation de l'édition 2005 de l'événement seront dévoilés sur le site <http://www.amt.qc.ca/comm/enville05/>

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

## Le Couac

c.p. 222 succ. D, Montréal, Québec, H3K 3G5  
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: [www.lecouac.org](http://www.lecouac.org).

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau «Vice-président à l'information et éditeur adjoint»: David Ledoyen  
Co-Rédacteurs en chef: Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Marco Silvestro  
Collaborateurs: Bob L'Abouey, Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, L'Indien, Jean-Marie Laliberté, Sylvio Leblanc, Eric Martin, Jean-François Mercure, Yvon D. Ranger, Michel Rioux, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.  
Illustrations et photos: Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Serge Ferrand, Sniper, Ramon Vitesse.  
Graphisme: France Mercier  
Imprimé par: les travailleuses et travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.  
Distribué par: Messageries de Presse Benjamin Inc.  
Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.  
Abonnement et publicité: [lecouac@vif.com](mailto:lecouac@vif.com) (514) 596-1017.  
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369  
Imprimé au Québec

La course à la chefferie

Bonne nouvelle carrière, monsieur Landry

LE CHEF DÉMISSIONNAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS n'est pas dans la course à sa propre succession. Il en a décidé ainsi après plusieurs semaines d'indécision, pendant lesquelles il souhaitait que se soulève une vague de fond réclamant son retour. Cela ne s'est pas produit. Beaucoup de militants lui ont donné leur appui, mais il a jugé que cela ne constituait pas une vague de fond. C'est précisément faute d'une vague de fond, chiffrée à au moins 80% d'appuis, que les 76% du 5 juin, au congrès du PQ, l'avaient poussé à démissionner.

C'était une erreur. Dans un parti aux tendances diverses comme le PQ, l'appui des trois quarts des militants est suffisant. Malheureusement, Lucien Bouchard avait en quelque sorte créé un précédent lorsque, obtenant un appui de 76%, il s'était retiré sous sa tente et avait boudé toute la nuit.

**Il pourra voyager, de conférence en conférence, et nous faire profiter de sa riche expérience, dans des circonstances où quelques mots de latin ou d'espagnol seront bien reçus.**

Le film *À hauteur d'homme* donnait un portrait peu flatteur de cet entourage comptant plusieurs fins penseurs mais ne travaillant pas en équipe.

Cette démission du 5 juin, une erreur, était difficile à corriger. Devant l'indécision du principal intéressé, l'opinion publique restait indécise. Ainsi, la démission du 5 juin demeure. À mon avis, Bernard Landry ne doit pas s'en désoler. Il doit plutôt envisager une nouvelle étape de sa carrière, un rôle d'elder statesman, tout comme Jacques Parizeau. Cette comparaison ne doit pas lui déplaire. Il pourra voyager, de conférence en conférence, et nous faire profiter de sa riche expérience, dans des circonstances où quelques mots de latin ou d'espagnol seront bien reçus.

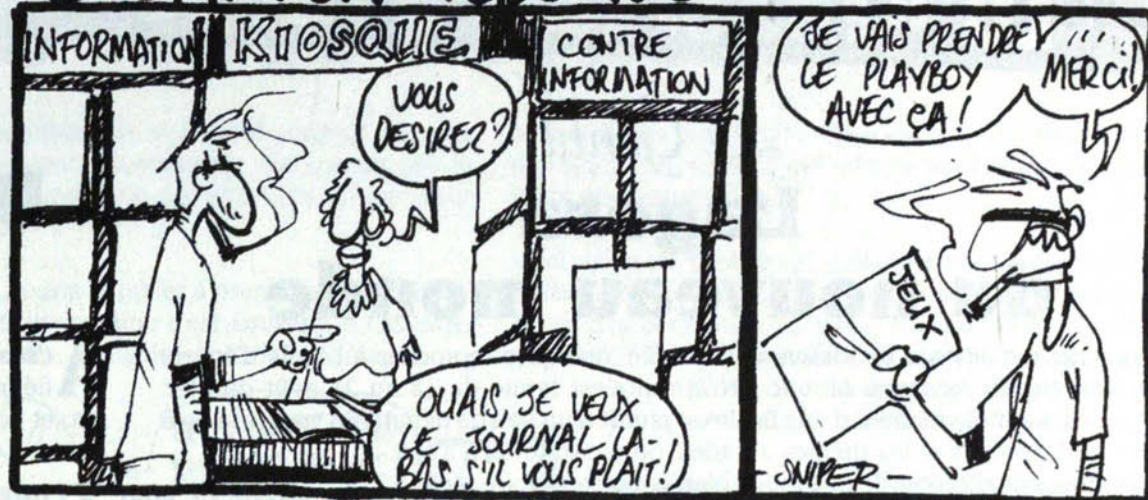
La course à la chefferie continue. Louis Bernard a déposé son bulletin de candidature, avec les mille signatures. Il est le deuxième à le faire, après Richard Legendre. André Boisclair, dans le style clinquant de l'émission de télévision *l'Académie des stars* (je refuse de dire en anglais ce qui se dit bien en français), a déposé 3720 signatures obtenues dans les 125 comtés. Pauline Marois a fait de même, avec mille signatures. Ghislain Lebel, ci-devant du Bloc québécois, aussi.

Gilbert Paquette, dont la candidature était prévue, a confirmé la rumeur. Prêt à appuyer un éventuel retour de Landry, il attendait sa décision avant de se lancer.

De plus en plus, les militants s'interrogent sur la méthode de votation qui a été choisie. Elle a été empruntée de *l'Académie des stars*, avec un bulletin de quatre votes. Les scénarios fantaisistes se multiplient. Il faudra sans doute que les autorités clarifient les zones d'ombre.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

L'OPINION PUBLIQUE



Taux d'intérêt élevé pour les fusions

AINSI DONC, LES CITOYENS CANADIENS que nous sommes n'auraient rien compris à l'affaire. Si le spectre des fusions bancaires est revenu nous hanter en l'avatar de Ralph Goodale il y a de cela quelques semaines, c'est forcément dans notre intérêt, nous laisse-t-on croire. Ces fusions projetées dès 1998 (TD avec CIBC et banque Royale avec banque de Montréal) avaient comme but avoué par les banques elles-mêmes de devenir plus compétitives sur les marchés extérieurs. Des actions philanthropiques pour le bien de la communauté, bien entendu...

Les banques canadiennes réquisitionnent donc le droit de former un cartel au même titre que les compagnies pétrolières pour devenir plus agressives sur les marchés étrangers et remettre plus d'argent à leurs actionnaires (aux frais du client). Comme le faisait remarquer François Pouliot du département de management de l'université Laval: «les grandes banques demandent aux Canadiens de courir un risque

social de diminution de la concurrence pour pouvoir entrer dans un marché où il y a plus de concurrence. C'est pour le moins curieux.» (Le Soleil 30-7)

Avec un peu d'optimisme, on peut penser qu'une fois approuvées, les fusions n'auront pas comme conséquences des augmentations de frais de service pour les clients. Mais la question de savoir précisément comment cette motion enrichira le Canadien moyen et pourquoi devrait-il se montrer favorable à ces fusions reste toujours sans réponse parce que seul le pauvre est client de la banque; le riche, lui, achète des actions de la banque ou des bateaux (un bateau, c'est pratique pour aller à la Barbade).

Ce qu'il y a de plus inquiétant dans cette histoire, c'est que jusqu'à aujourd'hui, seul le NPD semble s'être inquiété de ces questions avant de vouloir se prononcer sur le sujet.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE



Pushers de bière

LES DIRIGEANTS ET DES MEMBRES DU BLOC POT (BP) doivent faire face à la justice pour avoir vendu illégalement de la... bière. Le 29 novembre 2003, le BP, un parti politique voué à la légalisation du cannabis, convoquait les médias pour annoncer l'ouverture de Chez Marijane, le «Bureau de consultation populaire» du parti. Les sympathisants à la cause étaient invités à s'y rencontrer pour discuter des moyens politiques à prendre afin de combattre la prohibition et ses nombreux effets néfastes sur la société, à commencer par les atteintes aux droits fondamentaux.

Selon le chef du BP, Hugé Saint-Onge, il était entendu dès le départ que Chez Marijane serait la vitrine politique du parti, un lieu pour recruter des membres et tenir des assemblées publiques. Les participants étaient prévenus qu'«Ici [Chez Marijane] et partout au Canada, la possession, la culture et le trafic du cannabis sont illégaux. C'est-à-dire que c'est autant illégal ici que sur la rue et chez vous. La différence ici c'est que nous ne faisons pas de répression» (Bloc Pot) La consommation de cannabis était tolérée, mais on n'y faisait pas le commerce.

Dès le début, des agents en civil de l'escouade des stupéfiants et de la moralité de la police de Montréal ont infiltré occasionnellement les assemblées en s'inscrivant comme membres du parti, certains sous leur véritable identité, d'autres sous des pseudonymes. Des flics en uniforme se pointaient juste après le départ des agents civils, pour arrêter les fumeurs de pot repérés par ces derniers. Et les journalistes judiciaires étaient convoqués pour publiciser les arrestations. Ce que ces services arrestateurs de la répression s'empressaient de faire sans sourciller. Aucun des citoyens

appréhendés lors de ces descentes policières n'a été accusé, sauf Boris Saint-Maurice, alors leader du Parti Marijuana au fédéral, un récidiviste notoire en matière de cannabis. Toutes les personnes arrêtées étaient en possession de seulement quelques joints de la substance maudite.

La police utilisait les médias consentants pour décourager les citoyens à se joindre au BP, et d'exercer le droit de s'associer au parti politique de leur choix.

Le BP est un parti politique officiel, dûment enregistré au bureau du Directeur général des élections du Québec depuis le 18 mars 1998. À partir du moment où la stratégie policière est devenue évidente, les dirigeants du BP se sont mis à interdire l'accès au local du parti aux flics en civils qui étaient faciles à repérer. Les descentes ont cessé temporairement.

Comme dans de nombreux lieux de travail, locaux de partis politiques ou groupes communautaires, les membres du BP en charge du local mettaient de la bière et des chips à la disposition des participants pour un coût minimum. Il ne s'agissait pas de faire du commerce, mais de partager les dépenses. Les maigres «profits» étaient versés à la cause, c'est-à-dire à contribuer au coût du loyer. On parle d'une dizaine de bières par rencontre, en moyenne.

Les flics ont décidé de se servir de ce prétexte pour harceler les militants du BP. Au printemps 2004, l'escouade de la moralité a multiplié les descentes pour saisir quelques caisses de bière et une

poignée de dollars par visite. Les saisies étaient sans suites. Les membres du BP les ont vues comme un prétexte à des intrusions abusives et rachetaient de la bière. Chez Marijane a fermé ses portes le premier juillet 2004, et les accusations sont arrivées en août. Huit militants sont accusés de possession de boissons alcooliques, de vente de boissons alcooliques et de s'être retrouvés dans un débit de boisson illégal. En multipliant les trois chefs d'accusations par le nombre de saisies, chacun d'eux est passible d'une quinzaine de milliers de dollars d'amendes.

Au moment d'écrire ces lignes, les membres du BP sont en attente de procès. Ils sont défendus par M<sup>e</sup> Julius Grey, pour qui il ne s'agit pas d'une cause de cannabis, mais de droits fondamentaux. Le harcèlement des membres du BP nous rappelle que dans les années 1970, la GRC a été blâmée par la Commission MacDonald pour avoir infiltré des partis politiques en prétendant faire la chasse aux terroristes (en plus d'avoir posé des bombes et rédigé des faux communiqués d'un faux groupe de terroristes, mais ça c'est une autre histoire...).

Les quelques joints et quelques bières consommés illégalement Chez Marijane n'auraient jamais mérité les dépenses et les ressources policières qui ont été consacrées à les réprimer, n'eût été de l'engagement politique des membres du Bloc Pot. Les flics ont violé un des principes fondamentaux de la démocratie en infiltrant et en harcelant le BP pour l'obliger à fermer le local du parti: le droit d'association à l'abri de la surveillance abusive de l'État, y compris lorsqu'il s'agit de combattre légalement par des moyens politiques des lois jugées illégitimes par certains citoyens.

Avis aux militants qui partagent le coût de la bière lors de leurs rencontres politiques: l'escouade de la moralité vous a à l'oeil. Quand on voit les bandes de délégués complètement bourrés aux congrès des grands partis politiques, on serait porté à croire que ceux-ci se réservent le droit de saouler leurs membres, dans le noble but de faire élire leurs candidats.

JEAN-MARIE LALIBERTÉ



# Le « réservoir d'idées » du Nouveau Monde

## Le Gentil L'agora du nouveau monde

IL N'EST PAS DIFFICILE DE FORMULER, d'emblée, quelques reproches à l'école d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM) qui s'est tenue du 18 au 21 août dernier. D'abord, s'agit-il vraiment d'une école ou plutôt d'un lieu de débat? En voyant la liste des conférenciers et les thèmes abordés, on constate qu'il s'agit davantage de discuter de questions bien concrètes (voire techniques parfois) que de transmettre un savoir spécialisé.

Plus importante que cette simple définition, il y a toute la question de l'accessibilité. Les participants à l'école d'été doivent déboursier 75\$ pour s'inscrire, un prix unique qui comprend la participation aux 4 jours complets d'activités. Bien qu'il y ait du parrainage par des organismes extérieurs à l'INM pour encourager la participation d'étudiants (surtout venant des régions), il faut admettre que ces frais ne sont pas accessibles à tous. Ni d'ailleurs la formule: peu nombreux sont les étudiants qui passent leur été à travailler et qui ont la possibilité de créer un trou si important dans leur horaire. Une tarification qui permettrait un paiement par conférence, pour ceux qui n'ont pas la possibilité d'être présents pour l'ensemble du programme, apparaît comme une adaptation essentielle.

On pourrait aussi questionner la formulation des titres des débats et des descriptifs de conférences. Certaines questions étaient formulées pour induire dans une direction idéologique particulière. Meilleur exemple: « Le dégel des frais de scolarité est-il un virage inévitable? ». Comment ne pas s'embourber dans les *a priori* d'un tel titre? Deux questions fondamentales sont escamotées: « Le dégel est-il un virage? » et « Le dégel est-il souhaitable? ». Un autre bon panel: « Où se cache la droite au Québec? ». Parce qu'elle se cache, la droite, au Québec?

Néanmoins, l'espace public créé par l'INM offre un intérêt et des avantages indéniables. Le premier étant la possibilité de discuter avec des gens intéressés à la chose publique. Il ne s'agit pas que des participants mais aussi des conférenciers qui ont souvent la générosité de rester disponibles un moment suite à leurs allocutions et de converser avec ceux qui ont d'autres questions. Votre humble serviteur, par exemple, a eu la chance d'échanger quelques mots avec une demi-douzaine de conférenciers dans une atmosphère cordiale.

De la même façon, grâce à des projets qu'ils doivent bâtir ensemble, des liens se créent entre les différents participants. Comme plus de 50% d'entre eux viennent de l'extérieur de Montréal, cela permet de créer des réseaux qui dépassent les habituelles limites régionales. Bien que le temps consacré à la conception de leur projet soit très court, cela permet malgré tout de connaître d'autres jeunes dans un contexte de réflexion et de création. Une autre occasion plutôt rare.

Au lieu d'être une école, un genre d'université d'été, on a l'impression que ce que propose l'INM est plutôt une agora. Sa principale qualité est de permettre des rencontres, des discussions et des débats. Peu de gens sortiront de cette école en ayant obtenu un savoir théorique plus grand. Toutefois, nombre d'entre eux auront eu l'impression de participer activement au débat social et d'avoir réfléchi sur les questions socio-politiques qui s'imposent actuellement.

Bref, si une véritable université d'été, accessible et d'un niveau théorique élevé, reste toujours à faire, on ne peut nier que cette agora créée par l'INM joue un rôle utile. D'autant plus dans un Québec où les terrains pour tenir le débat démocratique sont rares et souvent minés.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

## Le Méchant Un monde tristement pareil à l'ancien

À L'ÉCOLE D'ÉTÉ DU SOCIAL-LIBÉRALISME, on est progressiste, environnementaliste, certifié bio, et plutôt gentil. Sans être de gauche ni de droite, on est pragmatique. Sans projet social global, on gère les problèmes du monde à l'emporte-pièce. C'est l'approche par projets qui crée de petits îlots de tolérable dans la forêt de plus en plus dénudée du monde marchandisé. À l'école du social-libéralisme, on conjugue solidarité humaine et capitalisme mondialisé, tourisme équitable au Paraguay et économiisme transcendant.

Les protagonistes du drame s'activent comme des abeilles à suivre des formations sans finalité politique réelle: « Comment devenir député! » avec Elsie Lefebvre (la Chienne de Monsieur Charest). Comme le disait au *Devoir* le directeur de l'Institut du Nouveau Monde (INM), Michel Venne: « Les projets qui ont obtenu le plus de votes, ce sont ceux très concrets qui sont reliés à une activité économique. Ça montre que ces jeunes-là ne sont pas que des pelleteux de nuages, loin de là ».

La tendance générale insufflée, effectivement, est de ne pas pelleter trop loin du chemin social-libéral déjà tracé de la mythologie péquiste, qui suppose que l'on puisse maintenir programme sociaux et justice sociale dans un État qui se donne pourtant sans retenue à la compétitivité et à la rationalisation opérationnelle tous azimuts pour être en phase avec les dynamiques de la mondialisation ultracapitaliste.

Adios les questions de structures et la vieille conscience de classe marxiste, au revoir les projets de société ou les grandes théories, nous sommes à l'ère de la gestion à court-terme de tout et de la décentralisation des mouvements sociaux en une série de micro-problématiques pointues, personnelles et opérationnelles. Paradoxal, dans une époque qui requiert au contraire la reprise politique consciente et collective des rênes d'une économie emballée qui nous échappe...

Quels projets démocratiques, quelles mesures pour endiguer la phagocytation marchande de la société, quelles nouvelles formes d'éducation développer pour déprogrammer la jeunesse de la culture corporative qui suinte de toutes les pores du monde consumériste et de ses téléviseurs qui vomissent le sucre et le lucre? Personne n'en pipe mot, et ce n'est pas l'objectif de l'exercice.

D'autant plus attristant que la nécessité d'avoir au Québec un *think tank* de gauche capable de faire contrepoids au prévisible Institut Économique de Montréal est toujours criante. Hélas, l'INM de Michel Venne ne s'érige pas devant lui comme l'adversaire critique-dialectique redoutable tant espéré par ceux qui souhaitent voir apparaître un véritable Projet émancipateur global dans le débat public québécois.

On y trouve, d'ailleurs même plusieurs jeunes libéraux et des stands du parti Libéral. Tous très à leur aise d'ailleurs, dans ce climat de convivialité gauche-droite qui, sous les auspices du « respect dans la différence » et sous la noble apparence du « débat cordial et ouvert » cache une profonde complicité avec le statu quo permutable, transmutable et polymorphe qui s'insère partout malgré les prétendues différences idéologiques ou partisanes.

Ce statu quo dynamique, c'est la libéralisation des économies, la dissolution du politique, l'inchangeable direction que prennent nos sociétés. Cela fait tacitement l'unanimité, hormis peut-être les aménagements pour rendre la transition vers le monde marchand plus indolore et plus confortable proposés par le camp « gauche »: la révolution par le non-changement à grand renfort de « progrès social » dans une direction pompeusement ordinaire, celle d'un « nouveau monde » tristement pareil à l'ancien.

ERIC MARTIN

## LE COIN DU MASOCHISTE

Il faut bien qu'au moins un canard souffre pour le bien de la canarderie. C'est malheureusement moi qu'on a choisi. Avec, je l'avoue, un peu de plomb dans l'aile, je m'astreindrai donc... à lire chaque mois pour les autres canards...  
La Gazette, Couac!  
Le Globe and Mail Couac! Couac!  
Et le National Post, Couac!  
Couac! Couac!



## Quand Barbara Kay déraile

DANS MA CHRONIQUE D'AOÛT, je considérais que les Néo-Québécois qui décident de faire leur cégep en anglais compromettent leur intégration au marché du travail, les profs de Vanier ou de Dawson n'étant pas trop portés à leur faire apprécier la culture des pure laine. Il reste que, quand je tombe sur la prose d'une certaine Barbara Kay, je finis par penser que rien n'est perdu tant est qu'il ne faudrait pas beaucoup d'enseignants comme elle pour qu'un nombre important d'étudiants en viennent à s'ennuyer de leurs profs francos du secondaire.

L'internet nous renseigne: « Barbara Kay taught English literature and composition for many years at Concordia University and the Quebec Cégep system ». Pour bien voir ce que pouvait lancer la prof en venin contre les méchants gauchistes et les ignares Frenchies, voici quelques extraits les plus corrosifs de ses textes récemment parus ans le *National Post*. Ex-collaboratrice de l'ex-Cité Libre, notre ex-prof est aujourd'hui chroniqueuse au très pro-Bush quotidien de Toronto.

Le *National Post*, 20 juillet: Kay est offusquée d'apprendre que, lors d'une ligne ouverte à la première chaîne de Radio-Canada où il était question des attentats de Londres, une majorité d'intervenants a affirmé que ce terrorisme était « justifiable » parce que directement lié à l'« impérialisme » de la politique étrangère de George W. Bush et du support de Tony Blair à la guerre en Irak.

Ne s'intéressant que peu à ce qui s'écrit et se dit chez les indigènes, madame Kay y a un informateur privilégié en la personne de Jean-François Rioux. Politologue à l'Université Laval, Rioux a, entre 1987 et 1990, fait partie de l'armée étatsunienne. Il est titulaire d'une chaire de recherche du Canada en sécurité internationale. De ses compatriotes, le politologue considère qu'ils sont imbus d'un sentiment anti-guerre semblable à celui qui, il y a un siècle, animait Henri Bourassa à l'occasion de la guerre des Boers, la différence étant que, dans leur esprit, les États-Unis ont remplacé la Grande-Bretagne comme empire à

détester. Rien en cela pour nous faire apprécier de Barbara Kay.

Rien non plus pour modifier la façon de penser d'une femme convaincue que le Québec n'a pas encore coupé le cordon ombilical avec la mère patrie. Selon Kay, une « French connection » existe entre journaux québécois et français et elle y va d'insinuation en insinuation: les journaux français ne sont-ils pas largement subventionnés par un État qui ne détestait pas Saddam? Et les journalistes français. Ne sont-ils pas tous regroupés dans des syndicats d'obédience communiste? Tout cela fait que Français et Québécois sont mal informés et en viennent à détester les États-Unis. Et à cautionner « l'islamo-fascisme ».

Barbara est professeure dans l'âme. Sa chronique du 10 août nous permet de constater quel biais impérialiste elle pouvait donner à ses cours. Le roman de Joseph Conrad, *The Secret Agent*, lui sert alors de prétexte: « Pour bien des utopistes, écrit-elle, des argumentaires séducteurs à propos de la situation en Irak et en Israël, le néo-colonialisme, et les inégalités entre les peuples expliqueraient une telle haine et une telle propagation d'un terrorisme régionale-ment ciblé. »

Pour son roman publié en 1907, Joseph Conrad s'est inspiré d'un attentat raté qui s'est produit à Londres le 15 février 1894. Dans le parc adjacent au célèbre Observatoire Royal de Greenwich, un homme avait été déshabillé par la bombe qu'il portait sur lui et qu'il destinait au prestigieux édifice. Dans *The Secret Agent*, le porteur de la bombe est le beau-frère mentalement retardé d'un agent double recevant ordres et cachets de Scotland Yard et de l'ambassade russe.

Barbara Kay ne manque pas de faire le parallèle entre cette bombe destinée à ce lieu de progrès de l'humanité et le symbolisme inhérent à la destruction des tours de New York. Elle fait également un parallèle entre, d'une part, l'anarchiste

Ossipon et le très dangereux « Professor » du roman, et d'autre part, les anarchistes, gauchistes, pacifistes, altermondialistes et djihadistes d'aujourd'hui. Tous rassemblés dans le même panier! Des gens à propos de qui des analyses freudiennes démontreraient qu'ils sont tous accablés de problèmes personnels mal réglés, ce qui les pousse à de l'activisme anti-occidental quelle qu'en soit la forme.

Barbara Kay déraile. Depuis la sortie de *The Secret Agent* il y a un siècle, les terroristes d'État ont fait des centaines de millions de morts. Des chiffres gargantuesques par rapport aux actions terroristes d'individus ou de groupes de militants fanatisés. Mais, même si on se doit de condamner ces actes terroristes, ce n'est pas un comportement anti-occidental de penser qu'un grand nombre d'entre eux sont le résultat d'un terrorisme d'État. C'est le cas en Tchétchénie. Ça l'est en Irak, en Israël et dans les Territoires occupés. Mais de cela, Barbara Kay n'en a cure.

Le roman de Conrad sort cinq ans après la fin de la guerre des Boers où on a fait usage d'une invention récente: le fil barbelé qui a permis l'instauration des premiers camps de concentration. Ceux-ci seront très utiles au général Kitchener pour qu'il y enferme vieillards, femmes et enfants avec comme unique fin de miner le moral des troupes adverses. Si ça, ce n'est pas du terrorisme...

Et *Secret Agent* paraît sept ans avant le Grand Carnage, la « Guerre civile européenne » qui a été engendrée avant toute autre cause par un monde où régnait un capitalisme sauvage semblable à celui d'aujourd'hui, et la concurrence entre empires coloniaux cherchant chacun à prendre la plus grande part dans l'exploitation des ressources de l'Afrique-Asie. Le Carnage de 14-18 devait être le prélude des autres grandes catastrophes qui ont parsemé l'histoire du siècle dernier.

CLAUDE G. CHARRON

# Définir le terrorisme

La guerre serait un bienfait des dieux si elle ne tuait que les professionnels.

Jacques Prévert

lence contre des cibles de non-combattants\* par des groupes ou des agents clandestins; elle est utilisée le plus souvent avec l'intention d'exercer une influence sur un public donné.»

d'occupation des Nazis. Ceux-ci, on s'en souviendra d'ailleurs, appelaient indistinctement tous les résistants des terroristes.

**D**ÉPUIS LE 11 SEPTEMBRE 2001, le mot « terrorisme », qui figurait depuis longtemps déjà dans le vocabulaire courant en bien des langues, est entré dans le nôtre. Mais qu'est-ce, exactement, que le terrorisme? Quelles sont les conditions nécessaires et suffisantes qui permettront d'identifier un acte comme terroriste?

Pour vous mettre tout de suite dans le bain, quels actes, parmi les suivants, sont selon vous des actes terroristes? Le largage de la première bombe atomique? De la deuxième? Le bombardement incendiaire intensif de Tokyo qui les a précédés? Les récents attentats de Londres? Les attentats contre l'armée d'occupation en Irak? La guerre en Irak? L'assassinat de membres du gouvernement provisoire en Irak? L'assassinat d'Alexandre II par les Bolcheviks? Les actions du FLQ en 1970? L'affaire de la Baie des Cochons? Le bombardement, par Menachem Begin et ses troupes, du Ky Dard Hotel (le quartier général des Anglais) en 1946? Le meurtre d'un chef d'État par un groupuscule marxiste? Une prise d'otage pour demander la libération de prisonniers politiques et qui n'aurait pas fait de victimes?

Pas toujours facile, vous en conviendrez. La question, on le devine, n'est pas simplement théorique: la définition du concept de « terrorisme » a de lourdes implications pratiques, notamment sur la législation et donc en matière de lutte au terrorisme.

Le sens commun pressent certaines des difficultés qu'il y a à définir le concept de terrorisme lorsqu'il affirme — c'est un dicton anglais — que « le terroriste des uns est le combattant de la liberté des autres ». Une bonne définition devra éviter ce piège qui revient au fond à dire que le terrorisme, c'est la violence des gens avec lesquels on n'est pas d'accord. Elle donnera pour ce faire des critères objectifs permettant de désigner comme terroriste ou non **une action** — et pas le fait qu'on est d'accord ou non avec les idées de qui agit. Une définition acceptable devrait aussi permettre de distinguer le terrorisme d'autres actes violents comme la guerre, la guérilla, la torture, la révolution ou encore les actions de personnes mentalement dérangées.

On peut donner une idée des écueils à éviter en examinant la définition suivante du terrorisme, qui serait celle du Département d'État des États-Unis:

« Le terrorisme est l'utilisation préméditée et pour des motifs politiques de la vio-

Cette définition pourra sembler à première vue globalement correcte, mais, comme c'est souvent le cas dans ces sortes de choses, le diable est dans les détails.



Voici un autre problème: doit-on comprendre dans le terrorisme seulement les actions violentes prenant pour cibles des personnes ou faut-il inclure celles contre la propriété? Dans ce dernier cas, mais pas dans le premier, on dira que s'en prendre à un pipeline est un acte terroriste: la nuance est capitale.

On le devine: toute définition du terrorisme est lourde de choix moraux, politiques, idéologiques. Si lourde de toutes ces choses, en fait, que les efforts de la communauté internationale — et en particulier des Nations Unies — pour parvenir à une définition du terrorisme n'ont pas abouti à un consensus. Vous avez bien lu! Et je vous laisse le temps de reprendre votre souffle et d'avalier cette assez troublante — mais pas trop étonnante — révélation.

En attendant, la personne qui, pour le compte des Nations Unies, a rédigé la définition dite « académique » du terrorisme, a proposé, puisqu'on n'arrive pas à s'entendre, de partir de la définition, qui elle fait consensus, du crime de guerre: on dirait alors que le terrorisme est le crime de guerre en temps de paix, tandis que le crime de guerre est le terrorisme de temps de guerre.

**Toute définition du terrorisme est lourde de choix moraux, politiques, idéologiques. Si lourde de toutes ces choses, en fait, que les efforts de la communauté internationale n'ont pas abouti à un consensus.**

D'abord, elle donne comme agents de l'acte terroriste « des groupes ou des agents clandestins »: ce faisant, elle exclut les États! C'est ainsi que, selon cette définition, les attaques du Hamas contre Israël sont du terrorisme, tandis que les bombardements par Israël de villes palestiniennes n'en sont pas. Il est d'ailleurs assez piquant de noter que le mot terrorisme, qui a d'abord désigné un mode de gouvernement (la Terreur des Jacobins, durant la Révolution Française), ne s'applique plus guère aux États...

Ensuite, la définition citée donne comme cible des actes définis comme terroristes des « non-combattants\* »: l'étoile renvoie ici à une note où on précise que cette expression désigne des civils mais aussi des militaires qui ne sont pas en service. Selon cette définition, si une armée de libération nationale attaque l'hôtel où logent les soldats de l'armée d'occupation en permission, c'est un acte terroriste. Ça vous semble correct? Songez que l'armée de libération nationale pourrait bien être la résistance française et l'armée

riser une population dans le but de faire avancer une cause politique.

Cette définition est imparfaite, je le sais, elle reste sur certains plans imprécise; mais, avec elle, je donne en général des réponses qui me satisfont assez, moralement et intellectuellement, quand on me demande de dire si une action donnée est ou non terroriste — je peux, par exemple, répondre à toutes les questions qui ouvraient le présent article.

Je vous laisse à votre propre réflexion et à votre recherche d'une définition satisfaisante.

NORMAND BAILLARGEON



## Définition minimale

Prendre un journal dans le métro serait-il un critère suffisant pour répondre à la définition de terroriste? À en croire le sort réservé par Scotland Yard au Brésilien Jean-Charles de Menezes, il semble bien que oui.

## La grande chimère américaine

**L'**OPINION QUE L'ON SE FAIT DE LA PUISSANCE DES ÉTATS-UNIS est un facteur qui ajoute à cette puissance un quotient que d'elle-même elle n'a pas. Pareille opinion contribue d'une manière importante à l'empire exercé sur une partie du monde par les USA.

La puissance américaine tient en partie à la crainte ou à la servilité qu'elle inspire à plusieurs gouvernements. Éliminez cette crainte ou cette servilité et tout de suite la donne est changée.

D'ailleurs quelques pays, les plus grands, ne peuvent faire autrement que de refuser de se laisser vassaliser.

Les États-Unis, au fond, n'ont pas les moyens de leur politique, pas plus que l'Allemagne, en 1939, n'avait les moyens de la sienne, comme la suite des événements l'a démontré. L'invasion allemande fut lancée alors que régnait un certain défaitisme des Alliés, lequel remontait à Munich (septembre 1938) mais d'abord à la réoccupation de la Rhénanie par Hitler en 1936. Si la France était intervenue à ce moment-là, les ambitions allemandes, a-t-on dit, auraient été stoppées. La France aurait repris son rôle historique et la guerre eût pu être évitée.

Une certaine idée de la faiblesse fait la faiblesse, et une certaine idée de la force fait la force. Aux Nations unies, en 2003, l'Angleterre, l'Espagne et la Pologne ont cédé à la volonté américaine, tandis que la France, l'Allemagne et la majorité des pays au Conseil de sécurité ont refusé d'en passer par les quatre volontés de Washington.

Un profond phénomène explique ce différend. C'est que le monde, contrairement aux apparences fournies par exemple par l'image de regroupements internationaux comme le G8, loin d'être monolithique, est foncièrement multi-structurel. Il ressemble à un ensemble de plaques tectoniques distinctes et libres, système naturellement opposé à la domination d'un de ses éléments.

Les États-Unis ambitionnent trop. La géopolitique obéit à des forces largement divergentes et voilà le fond des choses.

De Gaulle, avec sa perspicacité toujours étonnante, voyait d'ailleurs que cette complexité fondamentale était attribuable pour une grande part au facteur national. La nation, le pays sont des facteurs d'indépendance. Cela va très loin.

On ne voit pas très bien comment d'immenses morceaux du monde, la Chine, la Russie, et de moindres pays encore très forts comme l'Allemagne et la France, pour-

raient se subordonner à une puissance impérialiste dominante, obéir, s'aliéner à son profit.

Telle est la loi de l'histoire, dans la conjoncture présente. Elle défie les USA, précisément là où ils croient que ce sont eux-mêmes qui défient l'univers. Fatalité: ils sont moins forts que celui-ci, malgré les apparences.

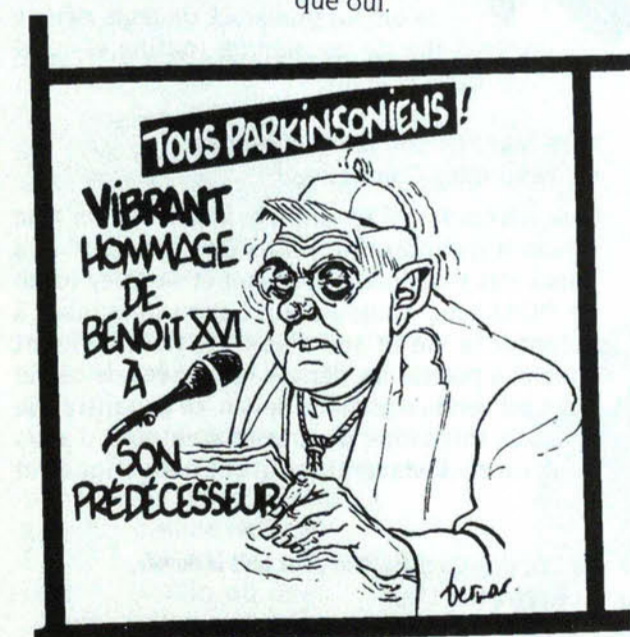
Cela nous reporte à une loi plus générale encore: il est impossible de dominer l'univers. On n'entrevoit pas un temps où cela deviendrait possible. On s'en rend compte par ce qui arrive sur un théâtre aussi restreint que l'Irak, où les États-Unis déjà sont embourbés...



Du reste la domination suppose l'occupation. C'est une affaire de fantassins. Cela n'a rien à voir avec la supériorité des avions. A plus forte raison, ce n'est pas imaginable à l'échelle de l'univers.

Washington poursuit des chimères. C'est évident même quand il s'agit d'un pays exsangue et relativement peu étendu comme l'Irak. Alors, le monde?

PIERRE VADEBONCOEUR



# Des femmes en colère

**C**ERTAINES MAUVAISES LANGUES AFFIRMEMENT, malheureusement souvent avec raison, que la recherche universitaire s'apparente parfois plus au pelletage de nuage qu'au dévoilement nécessaire de la réalité. Mais il arrive qu'elle remplisse son rôle adéquatement et cela vaut alors la peine de le souligner.

C'est le cas d'une recherche s'étant déroulée le printemps dernier

avec des mères de jeunes enfants du quartier St-Michel à Montréal. À l'initiative d'une équipe de chercheurs à la Direction de la santé publique, ces femmes se sont rencontrées régulièrement pour échanger sur leur vécu de mère à faible revenu. Ce que les animatrices cherchaient, par différentes techniques d'animation participative, c'était de voir comment favoriser chez ces femmes une démarche d'empowerment collectif.

Très vite, il est apparu que le carnet de réclamation de l'aide sociale représentait pour elles le symbole d'une réalité quotidienne chargée d'humiliation, d'oppression et de contrôle. Leur frustration se manifestait en particulier à l'endroit des agents de l'aide sociale. Comme le résume l'une des participantes: «C'est rendu qu'à l'aide sociale n'importe qui peut rentrer dans ton dossier. De l'intimité tu en as plus. Avant c'était juste ton agent. Ils nous traitent comme des moins que rien, des imbéciles, des idiots [...] ils se comportent comme si c'était eux qui donnaient l'argent. Mais c'est pas eux qui donnent l'argent, c'est le gouvernement».

Il n'en fallait pas plus pour que les deux animatrices proposent au groupe d'aller rencontrer en leur nom la sécurité du revenu de St-Michel. Suivons donc étape par étape leur enquête...

## Étape 1: la sécurité du revenu

Le but de la rencontre était de transmettre aux responsables les insatisfactions des femmes et d'essayer de comprendre pourquoi les relations avec les agents d'aide sociale sont si conflictuelles. Voici quelques faits intéressants appris lors de cet entretien:

- Douze agents d'aide sociale travaillent au bureau local de St-Michel

pour desservir une clientèle de 4800 prestataires, ce qui donne une moyenne de 400 dossiers par agents.

- Quand les prestataires appellent à la sécurité du revenu au (514) 873-4000 pour signifier tout changement à leur dossier, ils parlent à des agents en poste en Gaspésie ou à Trois-Rivières. Ceux-ci ont accès, par le biais de l'informatique, à une partie du dossier des prestataires. Ce sont eux qui transfèrent électroniquement les renseignements reçus aux agents des bureaux locaux, dans un délai, si tout va bien, qui ne doit pas dépasser 24 heures.

- Les dossiers des prestataires de la sécurité du revenu sont attribués par ordre alphabétique aux agents des bureaux locaux. Il est donc difficile de changer d'agent si la clientèle n'est pas satisfaite.

## Étape 2: le Front commun des personnes assistées sociales (FCPAS)

Devant ces déclarations pour le moins troublantes, les deux animatrices se sont

rendues au Front commun des personnes assistées sociales (FCPAS) dans le but de trouver des solutions. Elles étaient cette fois-ci accompagnées d'une participante du groupe. C'est sans surprise que leur interlocutrice du FCPAS a reconnu la situation décrite par les femmes. Elle leur a ensuite expliqué que, pour le dire plutôt directement, les agents ne sont bien souvent que des exécutants au sein d'un système qui fonctionne de façon à culpabiliser et stigmatiser les prestataires. Selon le FCPAS, les solutions ne peuvent donc venir que de la mobilisation citoyenne et de l'implication politique.

prestataires de l'aide sociale ainsi que des activités de mobilisation et de revendication des droits dans ce secteur. Une des participantes ayant assisté à la rencontre a ensuite rapporté au groupe sa rencontre en ces termes: «Je ne sais pas comment vous expliquer, mais [...] la fille était super l'un, c'est du monde comme elle qui peuvent faire bouger les choses [...]. J'ai le goût de m'embarquer et de devenir membre. C'est quelque chose que tu dis, tu sais, les préjugés il va toujours en avoir et quand tu vois qu'il existe des organismes comme cela, ça te donne le goût de foncer. Peut-être qu'un jour je vais sortir de l'aide sociale pis pour les autres qui vont être dessus, je pourrais aussi leur donner un coup de main».

Ce qu'il y a d'intéressant dans cette démarche qui met à nu d'importantes lacunes — d'aucuns diraient des aberrations — dans la gestion des dossiers à l'aide sociale, c'est la dynamique particulière entre chercheurs et participants. Car d'une part, les chercheurs n'auraient probablement jamais décortiqué ainsi la logique de l'attribution des chèques de BS s'ils n'avaient pas su créer des liens de confiance avec les femmes. Et d'autre part, celles-ci n'auraient jamais eu le courage de remonter seules la filière des recours possibles — jusqu'à l'action citoyenne — n'eût été de l'appui des animatrices.

À ceux qui, comme moi, s'étaient toujours demandés ce que les termes de recherche participative et d'empowerment voulaient dire, cette démarche en montre ici toute la pertinence.

YVON D. RANGER

«C'est rendu qu'à l'aide sociale n'importe qui peut rentrer dans ton dossier. De l'intimité tu en as plus.»



## Étape 3: l'organisation populaire des droits sociaux de St-Michel (OPDS)

Poursuivant leur démarche, nos émules de Colombo se rendirent cette fois-ci dans les locaux de l'OPDS de St-Michel. L'OPDS offre des services d'aide aux

**ABONNEZ-VOUS!**  
www.lecouac.org



**101,5 Radio-Montréal**

**Nous ne polluons pas les ondes...**

Musique et culture  
**101,5**  
Information  
**101,5**

**Dépanneur**

Surveillez notre nouvelle programmation, dès le 12 septembre

**Ouvert 24 h**

www.cibl.cam.org

# Révolutions

Brak Molotov,  
La catastrophe du quotidien, Mini-Album, autoproduction.

Milieu des années 90 Brak, un groupe de Québec, lançait Minuit. Un album qui passa relativement inaperçu avec sans doute des qualités en dehors du punk de redite et des textes rebelles fouillés, regroupant des compositions et quelques adaptations de poèmes... La réédition de la pièce titre Minuit sur la compil 2Tongue 5 coïncidera avec des envies en jachère pour reprendre le fil créatif.

C'est quatre nouveaux titres (plus *La Machine de Nelligan*), à paraître sur l'album *Temps denses*, que nous propose ce trio alternatif toujours en marge des modes, dans un esprit et dans des textes aussi inattendus que furieusement libertaires.

Marianne Trudel, *Espaces Libres*, Trudel, (Local)

Jordi Rosen, *Lotus*, Rosen, (Local)

Deux albums aux empreintes féminines dans la lignée des sirènes qui, chaleureusement, hantent nos coeurs. Celui de Trudel ouvre une brèche à même l'imaginaire avec un parcours piano solo d'une intimité rare. La maestria des compositions et improvisations, si elle est palpable, ne prend jamais le pas en accentuant sur des secrets humains qui frétilent de vie. En liminaire, son poème- Le vent s'essouffle/La forêt meurt/Le fleuve rage- Et nous courons/Partout, partout/Des signes de piastres/Pour seuls tatouages, donne le ton de ses chers silences. Quant à Rosen, saluons ce groupe féminin qui ébouriffe en toute simplicité en acouinant alternatif et folk pour une débauche sensuelle à coeur ouvert... Au delà de l'anglais on comprendra assurément cette voix, l'accordéon, le violon, le violoncelle, les claviers, la guitare et quelques percussions trouvées sur le chemin. Et si l'amour était rêve-volution?

Hiretsukan, *End states*, G7 Welcoming Committee.

Ce groupe de New York n'a pas la langue dans la poche et son hardcore des plus véloces, tour-à-tour mélodique, presque contemplatif et puis tornade supporte l'inoubliable voix d'écorchée vive de Michelle Proffit; aussi capable de causer aux libres oiseaux avec une douceur autrement insoupçonnable. Les textes multiplient les appels au décodage d'une langue et d'enseignements qui nous éloignent de nos sources vives. *Song for*

Wilhelmina Vautrin remémore des directives de guerre en direction de civils chinois — 300 000 assassinés! Il y a de quoi hurler...

Parabellum, *Panem, circenses & Rock'N'Roll*, Nullepart, (Local)

Punk mordant qui aligne des riffs toniques dans la lignée des Rats, de *La Souris Déglinguée*, voire de *Motörhead* première mouture, étaient en visite en juillet dernier au Québec. Ce groupe, qui est réapparu il y a quelques années, multiplie les disques (*Bunker, B@rdel Inside*) et les propos aussi pertinents qu'originaux pour résister et oser autrement. Cet opus en licence québécoise marque un torride retour au punk-rock de leurs débuts afin de pourfendre routine et combine. Véhément!

Greg Mac Pherson Band, *Night flares*, G7 Welcoming Committee.

*Man overboard...* Voici une des chansons de Mac Pherson qui prend le relais des chansonniers punks tels Fitzgerald, Strummer et Keithley (celui de DOA) avec, toujours, un bagou inimitable à raconter la vie et ses aléas. Particulièrement attaché à pointer les dérives organisées de ce qui nous est vendu comme le destin, ce guitariste à la voix aux inflexions de gravité s'entoure d'amis pour un rock viscéral (souvent acoustique) et épuré.

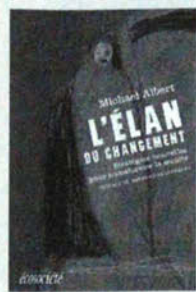
La Loi des Cactus, *Tout pour tout le monde*, Cosa Nostra/ Dep.

Colectivo, *Especial*, Discos Del Toro/ Paralell/ Select.

Alors que la vague du ska, à tout le moins mainstream, coule à pic, La Loi des Cactus persiste et signe dans un style proche des précurseurs un peu comme on en observe encore en France. On retient de ce disque tout en français et en fraîcheur très propice à la danse l'invitation au combat et à des idées de solidarité. Notons la participation de Marco Calliari (Anonymus) dont Cosa Nostra, son étiquette, a également servi pour son album acoustique en italien. Tout aussi respectueux des anciens et tout aussi emballant, le retour de la raya Colectivo ouvre bien grandes portes et fenêtres sur des couleurs latines avec des capacités grand format — 13 musiciens et musiciennes! Encore ici on retrouve des membres de B.A.R.F., Grimskunk, Overbass, etc. Signalons une production fabuleuse et cette nouvelle étiquette liée à La Tribu.

RAMON VITESSE

## Stratégie de combat



**D**E L'AVIS DE MICHAEL ALBERT, la gauche active plafonne.

Le mouvement altermondialiste, les groupes d'activistes et les partis politiques semblent incapables de percer la croûte de la routine qui protège le quotidien des masses. Les médias alternatifs prêchent à des convaincus et n'ont aucune reconnaissance du grand public (*Le Couac* pourrait caqueter sur ce sujet pendant des heures). « Comment sortir de cette impasse? », telle est la question du livre *L'élan du changement* le premier livre d'Albert disponible en français au Québec.

Premier geste à faire selon Albert : améliorer l'adhérence. Augmenter le *membership*, diraient les gens issus des partis politiques. En fait, l'idée de l'adhérence dépasse la simple participation à certaines activités. La gauche doit faire un pas de plus et devenir une option séduisante, une option qui offre à la fois des réponses utiles et encourageantes aux problèmes sociaux mais aussi qui rend agréable la vie des participants. Fini cet ascétisme de la lutte que nous proposons ceux qui réduisent l'implication sociale aux manifestations, aux conférences sur Lénine et aux graffitis contre l'oppression. Le combat doit être mené sur un autre ton, que ne renierait pas Isadora Duncan avec sa révolution dansante.

Changement de ton aussi sur la question des objectifs. La gauche de protestation, la gauche de critique, la gauche du *chialage* (suivant la traduction osée de Philippe Duhamel) atteint rapidement ses limites. Il est essentiel dès maintenant de proposer et de gagner. Participer à des élections simplement pour exister et faire bouger les partis de centre sur certaines questions, ce n'est plus suffisant. Si on se présente devant l'électorat c'est pour se faire élire. Il faut dépasser les barrières médiatiques et réussir à parler aux gens et à les convaincre.

Au niveau théorique, il faut remettre à l'ordre du jour l'analyse de classe sans pour autant éliminer les questions de sexe et de race. Ces trois analyses doivent s'inclure et non se combattre comme on en a trop souvent l'impression. D'ailleurs c'est pour une analyse de classe améliorée que milite Michael Albert et non pour le vieux dogme des marxistes orthodoxes. « C'est qu'il existe un autre point d'ancrage servant à définir la classe que la priorité exclusive donnée aux rapports de propriété a largement contribué à ignorer : le rapport des gens à la production comme telle, non seulement à la structure de propriété », la distinction entre la classe coordonnatrice et la classe travailleuse. C'est elle qui nous permet de différencier le gérant d'un magasin d'un simple vendeur. Aucun des deux ne possède les moyens de production (situés à des milliers de kilomètres du magasin où ils travaillent) mais il ne sont pourtant pas de la même classe. L'un décide

ce que l'autre fera de ses journées, s'il conservera son emploi, s'il aura des conditions de travail agréables ou non, etc.

*L'élan du changement* comporte néanmoins des passages plus faibles. Malgré sa bonne volonté d'unir la gauche dans un mouve-

**La gauche de protestation, la gauche de critique, la gauche du chialage atteint rapidement ses limites.**

ment à la fois solidaire et respectant l'autonomie, l'auteur n'arrive pas à convaincre que sa solution (un genre de méta-mouvement englobant) pourrait mieux réussir que les précédentes tentatives.

Problème plus criant : toute la question de l'activisme individuel (*life-style activism*) est rejetée du revers de la main. Pour Albert, les végétariens, les gens qui font de la consommation équitable et ceux qui boycottent les transnationales font fausse route. Ce qui compte c'est l'organisation du changement social. Pourtant, le *life-style activism* propose une réflexion sur une question de fond, celle de la cohérence. Barbara chantait qu'il ne faut pas « réciter de la poésie en écrasant les fleurs sauvages ». Ne sommes-nous pas au même niveau quand on parle de révolutions en buvant un Coke? Si on admet avec Albert



qu'une consommation responsable ne changera pas le monde, on se doit d'ajouter aussitôt que d'agir comme si tous les produits se valaient est un manque de cohérence doublé d'un appui tacite au système actuel.

Que retenir, donc, de *L'élan du changement*? Un élan, justement. Une poussée d'encouragement en faveur d'un activisme réflexif. C'est un Michael Albert du quotidien qui nous parle, celui des articles contextuels du magazine *Zmag*. L'autre Albert, le plus important, c'est celui qui agit en proposant, celui qui met en pratique la proposition de ce livre. Cette *praxis* c'est la création de l'économie participative et c'est là que Michael Albert reste le plus utile.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Michael Albert, *L'élan du changement, Stratégies nouvelles pour transformer la société*, Éditions Écosociété, Montréal 2005

*L'argent fait le bonheur*, Un conte de l'Estaque (coll. Ciné9, Emmanuel Proust) de Guédiguian et Dorange situe son action dans une cité portuaire de Marseille. Véritable peinture, d'allure naïve et bariolée, d'un microcosme humain où des jeunes s'affrontent bêtement en deux clans. Leurs aînés finiront par les fouetter en leur assénant : « ne soyez pas mendiants, soyez voleurs! » À la clef un vol de banque mémorable pour embellir de parcelles de rêve (bibliobus, manège, buvette, comptoir de fleurs et de fruits, etc.) leur cité. Et ce, sans avoir à quêter!

Dans *Les couleurs de l'infamie* (coll. poisson pilote, Dargaud), Golo met, abruptement, l'écrivain Albert Cosseray en BD dans une histoire de voleurs « aléatoires » submergés de voleurs « légalistes » tels banquiers, ministres, affairistes, etc. Les banquiers ont l'opportunité de confronter un spéculateur dont ils

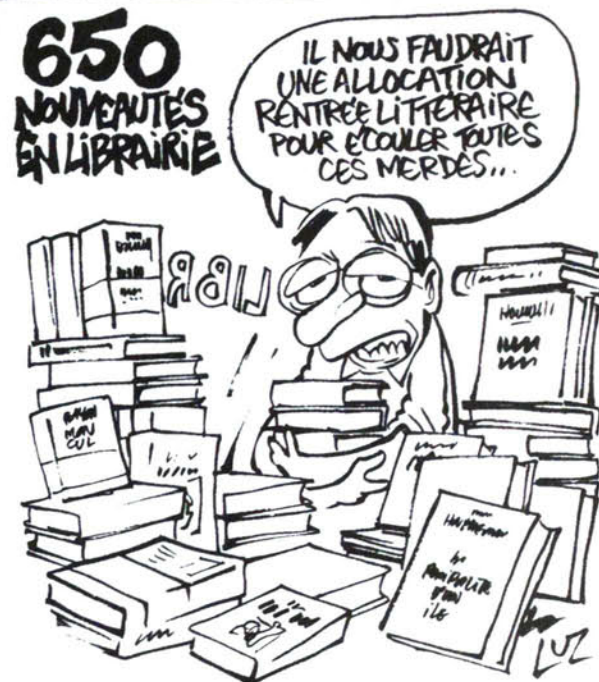


détiennent un document afin qu'il leurs révèle ses sciences. À commencer par le... cynisme. Conte anarchiste jubilatoire

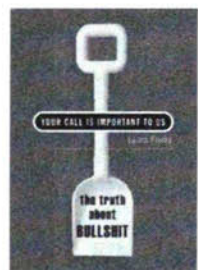
au dessin brut. Dans un registre tribal ABINAGOUESH, T.I Le feu sacré (coll. Terres de Légendes, Delcourt) de Tessier, Lafleur et Lorien, présente le peuple des racines. Un petit bout d'homme « sensible au merveilleux des choses et des êtres » tente de trouver son chemin dans un clan tenté par la guerre. Première parution aux couleurs qui affaiblissent cette première oeuvre de québécois chez un éditeur français. On recon-

naît néanmoins leur amour inconditionnel pour l'humain et leur choc indien-véritable initiation.

VALENTIN TARDI



## La vérité à propos de la bullshit



Pour parler du premier livre de Laura Penny *Your call is important to us, the truth about bullshit*, on peut se demander quel mot français traduirait le mieux l'expression *bullshit* (avant d'opter finalement pour *boulechite*). Il y a bien le mot « baratin », ou le mot « mensonge », mais ils ne comportent pas la même charge de vulgarité que leur équivalent anglais. De plus, l'auteure apporte une distinction subtile entre le simple mensonge et la *boulechite*. Selon elle, une personne qui ment est tout de même préoccupée par la vérité, alors que le *boulechiteur* considère la vérité comme accessoire, ou carrément non-pertinente. Le *boulechiteur* utilise l'exagération, la démagogie, l'omission, les clichés, les euphémismes, le jargon prétentieux, l'ignorance feinte et les slogans, dans le but de détourner l'attention de la vérité. Lorsque le président Bush parle de liberté et de démocratie alors que ses bombes tombent sur l'Irak et tuent des gens, lorsque Jean Pelletier ou un autre témoin de la Commission Gomery affirme qu'il ne souvient pas ou que sa mémoire lui fait défaut, ils ne mentent pas, non, ils *boulechitent*.

À la manière des personnes sondées qui affirment que la publicité n'influence pas leurs décisions d'achat (alors que ça doit bien fonctionner tout de même étant donné les sommes englouties dans cette industrie), nous croyons tous et toutes être capables de décoder la *boulechite*, de ne pas se laisser berner par elle. Malgré notre impression de pouvoir la détecter aisément, ce livre allègue que c'est notre tolérance vis-à-vis la *boulechite* qui entraîne sa prolifération. Le phénomène constitue une menace pour nos sociétés modernes, non pas qu'un âge d'or où personne ne *boulechitait* aie déjà existé, mais parce que nos moyens de masse lui donnent une ampleur jamais vue. Les faits n'existent plus, puisque toutes les affirmations détiennent la même valeur, celle d'une opinion, d'un point de vue.

Laura Penny dissèque le phénomène par secteur d'activité, avec beaucoup d'intelligence et d'humour, pour le plus grand plaisir du lecteur. Les premiers producteurs de *boulechite* auxquels nous pensons sont bien évidemment la politique et la publicité, mais l'auteure touche également l'industrie pharmaceutique, les assurances de tout acabit, les marchés financiers, les corporations, le gouvernement, l'éducation, les médias, la culture, les nouvelles technologies, et plusieurs autres domaines qui sont devenus synonymes de *boulechite*, avec des phrases percutantes et des images qui font réfléchir, de la première à la dernière page. Vivement une traduction française... intitulée *Boulechite!*

BOB LABOYEUR

Laura Penny, *Your Call Is Important To Us, The Truth About Bullshit*, Random House, New York, 2005

## Vient de paraître

Louis Gill  
**George Orwell, de la guerre civile espagnole à 1984**

Peu de gens savent que l'inspiration première de 1984 est la participation d'Orwell à la guerre civile espagnole et la terreur stalinienne qu'il y a découverte. La mise en évidence de ce lien constitue la trame de ce livre.

« En Espagne, pour la première fois, j'ai vu des articles de journaux qui n'avaient aucun rapport avec les faits, ni même l'allure d'un mensonge ordinaire. [...] Ce genre de choses me terrifia, parce qu'il me donna l'impression que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de ce monde. À toutes fins utiles, le mensonge sera devenu vérité. [...] L'aboutissement implicite de ce mode de pensée est un monde cauchemardesque dans lequel le Chef ou quelque clique dirigeante, contrôle non seulement l'avenir, mais le passé. »

175 pages  
13,95 \$



Normand Baillargeon  
**Éducation à la liberté**  
Tome I — 1793-1918

La problématique de l'éducation a, de manière remarquablement constante, occupé une place prépondérante dans les réflexions et les pratiques du mouvement anarchiste. Mais si tôt que l'on sort des milieux militants, ce vaste et riche héritage demeure en général très méconnu, quand ce n'est pas complètement ignoré. Une des ambitions de la présente anthologie qui réunit des textes importants de la tradition anarchiste en éducation et dont certains étaient devenus difficilement accessibles, est d'inviter à découvrir cette tradition de pensée sur l'éducation, trop injustement oubliée.

390 pages  
24,95 \$

## La potiche haïtienne de Paul Martin



**L**ES CONTRIBUABLES CANADIENS ont longtemps entretenu, à grands frais, d'authentiques potiches anglaises antiques pour représenter ici la monarchie britannique. Jean Chrétien avait choisi un vase chinois et Paul Martin a opté pour un bibelot haïtien. Une potiche est un personnage relayé à une place honorifique, sans aucun

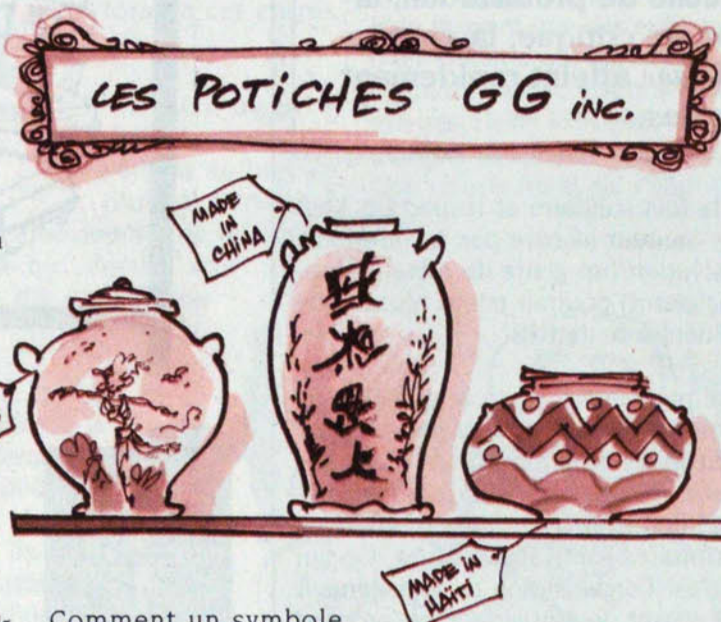
rôle actif (*Petit Robert*), et le gouverneur général correspond parfaitement à cette définition. Donc, on aura beau écrire tout ce qu'on voudra sur ce qu'a pu croire, dire ou faire le Gouverneur général et commandant en chef du Canada (GG) dans une vie antérieure, au fond on s'en fout, puisque son rôle est de fermer sa gueule avec le sourire et de faire décoratif.

En dehors du fait que certaines personnes ayant cotoyé le couple de nouveaux guignols vice-royaux ont douté de la sincérité de leur profession de foi fédéraliste, le poste de GG est le symbole par excellence du double discours et de l'hypocrisie. D'un côté on nous assure que Michaëlle Jean n'a pas été choisie, parce qu'elle est une femme noire, car comme l'a écrit Denise Bombardier dans un bref instant de lucidité: « n'y a-t-il pas quelque chose d'humiliant à être choisi pour son sexe, sa couleur de peau, son orientation sexuelle, son origine ethnique ou son lieu de naissance? » (*Le Devoir* 14-8) D'un autre côté, comme le hasard fait tellement bien les choses, on nous claironne que ces caractéristiques font justement la preuve de la grande ouverture de la société canadienne moderne. Branchez-vous!

Les attaques personnelles contre le couple Jean/Lafond nous ont privé d'un vrai débat sur la légitimité du poste de GG. En fait, les gouvernements successifs ont depuis longtemps joué la carte du politiquement correct en nommant le GG, pour faire taire ceux qui réclament l'abolition de ce symbole humiliant de soumission à la monarchie colonialiste. Jusqu'en 1952 la potiche canadienne devait être un sujet Britannique. La société a « évolué »... et on a nommé un *Canadian*. Ensuite on a eu droit au premier francophone fluent dans les deux langues, comme dit Falardeau. Et il y a eu la première femme, la première immigrante, et maintenant la deuxième. En choisissant à tout coup une personne

symbolisant « l'évolution » de la société canadienne, les stratèges politiques fédéraux font en sorte que tous ceux qui remettent en question, avec raison, la légitimité du poste de GG, sont taxés d'intolérance, de sexisme, de racisme, selon le cas.

Mais peu importe le pays d'origine ou les qualités esthétiques de la potiche canadienne, elle symbolise toujours une vieille potiche anglaise mûre pour le recyclage.



Comment un symbole aussi réactionnaire que celui de la monarchie britannique pourrait-il être en même temps le symbole de l'évolution de la société démocratique? Le GG est le symbole par excellence d'un passé révolu. On aurait beau y nommer un artiste d'avant-garde qui s'accroche par les couilles au plafond pour protester contre les ravages de la mondialisation néolibérale, le GG symbolisera toujours la soumission servile à l'empire colonisateur.

L'écrivain franco-haïtien René Depestre soutient que la nomination de sa nièce « est le signe fort, exaltant, étincelant, du haut niveau de civilité démocratique qui marque l'évolution des institutions politiques canadiennes. » (*Le Devoir* 17-8). Complètement aveuglé par la fierté familiale, le *monocle*. La monarchie est une dictature héréditaire. Comment la représentante de la monarchie, nommée arbitrairement par calcul politique, tenue officiellement de fermer sa gueule, pourrait-elle symboliser ou faire avancer la démocratie? En portant

des costumes griffés par les « créateurs » de la mode *canadiens*?

D'ailleurs, le Canada n'a de leçon de démocratie à donner à personne. La fragilité du gouvernement Martin, le scandale des commandites, le nombre grandissant d'abstentionnistes ayant totalement perdu confiance dans un régime parlementaire basé sur l'alternance entre deux grands partis politiques corrompus au service des industriels capitalistes, démontrent que les institutions canadiennes ont grandement besoin d'être rajeunies pour être vraiment démocratiques. À commencer par l'abolition des symboles de soumission à la monarchie britannique.

La dernière chose dont une société démocratique a besoin c'est bien d'une famille de parasites vice-royaux. Les intellectuels à gages fédéralistes de la famille Desmarais, les André Pratte et Alain Dubuc ont défendu vaillamment l'utilité du poste de GG. Voilà encore une contradiction dans leur discours habituel. Ils n'ont de cesse de réclamer des coupures des dépenses de l'État dans les services sociaux ou les salaires des syndiqués de la fonction publique, et les voilà défenseurs du summum du gaspillage inutile de fonds publics. Il faut bien admettre que le système actuel a drôlement bien réussi aux riches Desmarais, qui ont réussi à placer les pions de Power Corporation à des positions avantageuses sur l'échiquier politique canadien.

Un pays souverain n'a rien à faire du représentant d'une dynastie de parasites sociaux au sein de ses institutions démocratiques, surtout lorsque leur principale utilité est de faire la Une de la presse à scandale britannique. Si pour des raisons diplomatiques, le Canada a vraiment besoin d'un ambassadeur extraordinaire pour grignoter des amuse-bouche en sirotant des grands crus dans les réunions protocolaires, qu'on nomme un représentant du gouvernement élu, et que ce fonctionnaire soit traité comme tel.

Mais comme la stratégie du politiquement correct a assez bien marché jusqu'à présent, les chasseurs de tête fédéraux seraient à la recherche d'une lesbienne amérindienne handicapée, mariée, avec des enfants adoptés, ayant mené une carrière professionnelle exemplaire dans la société blanche tout en ayant conservé de profondes racines dans sa communauté d'origine. La démocratie canadienne est en constante évolution.

JACQUES BOUCHARD

### Devinette

Qui sera le prochain gouverneur général? Robert-Guy Scully, voyons. Il est fédéraliste. Il vient de l'Ontario et de la SRC / CBC. Il est polyglotte. Il aime voyager et dépenser aux frais de la princesse (les commandites). En prime, il prétend aimer le Québec alors qu'il le méprise. Bref, il a le CV idéal.

NOUS REPRÉSENTONS LA SOUVERAINÉTÉ DE LA REINE D'ANGLETERRE AU CANADA. BIEN SÛR QUE NOUS SOMMES SOUVERAINISTES !!!



### Un débat qui vole bas



### À l'heure de vérité...

LES RÉVÉLATIONS FAITES SUR MICHAËLLE JEAN ET JEAN-DANIEL LAFOND, et la profession de foi qui en a résulté le 17 août, en ont étonné plus d'un au Québec, mais aussi dans le Rest of Canada, où plusieurs doutent maintenant de la loyauté indéfectible de la gouverneure générale désignée envers le Canada. Advenant que l'unité de ce beau grand pays soit mise en péril, comment réagirait-elle, semblent se demander certains?

Par exemple, d'ici cinq ans (la durée d'un mandat normal de GG), si le OUI à un troisième référendum est gagné par la peau des dents au Québec et que, pour diverses raisons, les députés et les sénateurs à Ottawa en refusent majoritairement le verdict, et qu'ils s'entendent pour envoyer l'armée afin de nous faire entendre raison, que décidera le couple vice-royal? Après une discussion — dramatique? — avec Son Excellence Jean-Daniel Lafond, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, Commandante en chef des Forces canadiennes, apposera-t-elle sa signature au bas d'un ordre de marche infâme?

Ce que craindrait assurément une personne comme Mary Ann Burdett, présidente de la Légion royale canadienne, c'est que Mme Jean ferait d'abord tout pour gagner du temps et trouver une solution afin de dénouer la crise. Et que si on la poussait dans ses derniers retranchements, au moment ultime, elle se souviendrait avec attachement de ses années passées dans la Belle Province et refuserait de passer à l'histoire comme étant celle par qui nous aurions été mis au pas. Ce qui causerait un joli casse-tête à Ottawa. Le comble serait qu'en enrayant momentanément la machine fédéraliste, cela pourrait permettre aux souverainistes de sauver la mise.

La conclusion de Mary Ann Burdett? Pourquoi prendre une chance avec quelqu'un à risques quand les pions sont légion?

SYLVIO LEBLANC

Ils nous reste quelques autocollants.  
1 \$ chacun, taxes et port inclus.  
Commandez par courriel: [lecouac@vif.com](mailto:lecouac@vif.com)



Je pense, donc je nuis  
**Le Couac**

[www.lecouac.org](http://www.lecouac.org)